

Panorama de l'évolution des dépenses publiques au Maroc : Analyse historique et implications économiques

Abdelilah Skikra, PhD

Abdellah Echaoui, Professeur

Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales-Souissi,
Université Mohamed V de Rabat, Maroc

[Doi: 10.19044/esipreprint.7.2024.p393](https://doi.org/10.19044/esipreprint.7.2024.p393)

Approved: 25 July 2024
Posted: 25 July 2024

Copyright 2024 Author(s)
Under Creative Commons CC-BY 4.0
OPEN ACCESS

Cite As:

Skikra A. & Echaoui A. (2024). *Panorama de l'évolution des dépenses publiques au Maroc : Analyse historique et implications économiques*. ESI Preprints.

<https://doi.org/10.19044/esipreprint.7.2024.p393>

Résumé

Les dépenses publiques jouent un rôle crucial dans la dynamique économique et sociale d'un pays, reflétant ses priorités politiques, ses défis économiques et ses choix stratégiques à travers le temps. Dans le contexte marocain, l'évolution des dépenses publiques depuis les années 1970 jusqu'à la fin de la première décennie du XXI^e siècle offre un panorama riche et complexe. Ce périple historique traverse différentes phases économiques et politiques, marquées par des ajustements structurels, des périodes de relance budgétaire et des réformes post-PAS.

Cet article propose une analyse détaillée de ces périodes clés, en examinant comment les politiques économiques et les événements nationaux et internationaux ont façonné les choix budgétaires du Maroc. Nous explorerons également les implications économiques de ces décisions sur la croissance, la stabilité macroéconomique et le bien-être social. En comprenant ces dynamiques, nous visons à fournir des insights précieux pour les décideurs, les chercheurs et les praticiens intéressés par les finances publiques et le développement économique au Maroc.

Mots clés : Dépenses publiques, croissance économique, PAS, PIB

Panorama of the Evolution of Public Expenditures in Morocco: Historical Analysis and Economic Implications

Abdelilah Skikra, PhD

Abdellah Echaoui, Professeur

Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales-Souissi,
Université Mohamed V de Rabat, Maroc

Abstract

Public expenditures play a crucial role in the economic and social dynamics of a country, reflecting its political priorities, economic challenges, and strategic choices over time. In the Moroccan context, the evolution of public expenditures from the 1970s to the end of the first decade of the 21st century offers a rich and complex panorama. This historical journey traverses different economic and political phases, marked by structural adjustments, periods of budgetary stimulus, and post-SAP (Structural Adjustment Program) reforms.

This article provides a detailed analysis of these key periods, examining how economic policies and national and international events have shaped Morocco's budgetary choices. We will also explore the economic implications of these decisions on growth, macroeconomic stability, and social well-being. By understanding these dynamics, we aim to provide valuable insights for policymakers, researchers, and practitioners interested in public finance and economic development in Morocco.

Keywords: Public expenditures, economic growth, SAP, GDP

Introduction

Depuis le déclenchement de la crise financière de 2008, qui s'est transformée en crise économique et en crise de la dette souveraine, la politique budgétaire est devenue un sujet d'intérêt majeur sur la scène politique et économique mondiale (Mathieu et Sterdyniak, 2009). Au Maroc, l'État joue un rôle crucial dans la relance de l'activité économique et le développement humain en utilisant son budget.

Au cours des années 2000, le Maroc a entrepris diverses réformes dans de nombreux domaines pour exploiter pleinement son potentiel. Cette approche proactive en matière de réformes a conduit à des résultats encourageants et significatifs. L'économie marocaine a connu une évolution marquée, avec une croissance plus stable du PIB et une plus grande résilience face aux chocs extérieurs grâce à la modernisation de la production nationale.

Au niveau national, la réalisation d'une croissance économique durable grâce aux dépenses publiques a toujours été un objectif central de la plupart des projets et programmes gouvernementaux, depuis l'indépendance jusqu'à nos jours. Sur cette période, même en dépit des Programmes d'Ajustement Structurel (P.A.S), le Maroc a cherché à devenir un exemple en planifiant des projets à long terme visant le développement des secteurs essentiels pour le bien-être de sa population, tels que les infrastructures, l'éducation et la santé. Cependant, les perturbations économiques mondiales, en particulier la crise de 2008, continuent d'avoir des effets néfastes sur de nombreux pays.

Ainsi, l'évolution quantitative des dépenses publiques s'est accompagnée d'une transformation de leur structure, influencée par les nouvelles missions de l'État, la nécessité de préserver les équilibres fondamentaux, et les nouvelles exigences liées à la libéralisation de l'économie nationale. Par conséquent, une multitude de facteurs, qu'ils soient économiques, politiques, conjoncturels, structurels, extérieurs, ou intérieurs, ont contribué à l'évolution des dépenses publiques, tant en termes de leur volume que de leur composition. Ces facteurs peuvent varier en fonction de la période considérée.

Partant, l'analyse rétrospective des dépenses publiques au Maroc au cours des trente dernières années est de nature à nous éclaircir sur la problématique de l'inefficacité des dépenses publiques dans notre pays. Donc, nous allons essayer de répondre à la question suivante :

Comment les dépenses publiques ainsi que leur structure ont-elles évolué au cours des quarante dernières années ?

Dans cette perspective, nous aborderons les principales périodes de l'évolution des dépenses publiques, notamment les années 1970 marquées par une politique de grands projets, les ajustements structurels des années 1980, la période de libéralisation économique des années 1990, et enfin, les réformes des années 2000 à 2019 qui ont cherché à améliorer l'efficacité de la dépense publique tout en répondant à des enjeux de développement durable et d'inclusion sociale.

Explications de l'évolution des dépenses publiques

Pour fournir une compréhension complète et significative de l'évolution des dépenses publiques, comme nous l'avons fait précédemment, il est essentiel de procéder à une analyse approfondie qui permettra d'expliquer cette évolution et d'évaluer ses répercussions sur l'économie du Maroc.

En effet, avant d'entamer notre analyse, il y'a lieu de distinguer, à travers l'étude de l'évolution des dépenses publiques durant ces dernières années (de 1970 jusqu'à 2016) quatre grandes périodes :

- **La période 1970-1982** : période avant la mise en œuvre du programme d'ajustement structurel (*PAS*), dite aussi période de relance budgétaire. Elle fut marquée par une croissance économique accélérée avec un taux d'investissement important et une évolution des dépenses publiques par rapport au PIB de 28,5 % ;
- **La période 1983-1992** : cette période est caractérisée par la mise en œuvre du Programme d'Ajustement Structurel (*PAS*) à la suite d'une grave crise économique. Cela a eu un impact significatif sur les dépenses publiques, qui sont devenues marginales dans certains secteurs, notamment dans le domaine social.
- **La période 1993-2009** : période Après la mise en œuvre du Programme d'Ajustement Structurel (*PAS*) « post-*PAS* », cette période est caractérisée par l'ouverture et l'intégration de l'économie marocaine dans l'économie mondiale, par le biais de l'ouverture commerciale, de l'investissement étranger et d'autres politiques visant à favoriser la croissance économique durable.
- **La période 2010-2019** : dans cette période le Maroc a connu une croissance économique relativement solide au cours de cette période, avec un taux de croissance annuel moyen d'environ 4%. Cela a été soutenu par des investissements dans des secteurs clés tels que l'industrie, le tourisme et les énergies renouvelables.

En effet, l'évolution des dépenses publiques diffèrait selon les quatre périodes qui l'ont marquée. Chacune de ces périodes a été influencée par des événements spécifiques, entraînant des conséquences positives ou négatives sur le niveau global des dépenses de l'État, ainsi que sur leur répartition.

La période d'ante-ajustement :1970-1982

Au cours de la période d'avant le Programme d'Ajustement Structurel (*P.A.S.*), l'analyse de l'évolution des dépenses publiques permet de distinguer deux sous-périodes distinctes. La première s'étend de 1970 à 1977, tandis que la deuxième débute en 1978 et se termine en 1982.

Sous période de relance par le budget : 1970-1977

D'abord, les dépenses publiques ont augmenté de manière significative, soutenant le financement de grands projets d'infrastructure et de développement. Ces investissements ont été réalisés dans des secteurs tels que les infrastructures de transport, l'agriculture, l'éducation et la santé, dans le but de moderniser le pays et de stimuler la croissance économique.

D'autre part, les dépenses publiques ont été impactées par des événements sécuritaires tels que les complots de 1971 et 1972, ainsi que le conflit du Sahara en 1975. Ces événements ont nécessité des investissements

importants dans les domaines de la sécurité intérieure, du maintien de l'ordre et de la défense du territoire.

Ensuite, la hausse des prix mondiaux des phosphates¹ a donné à l'État une plus grande marge de manœuvre financière. En conséquence, les projets d'investissement prévus dans le plan de 1973-1977 ont été revus à la hausse.

Enfin, l'augmentation des exportations, notamment des phosphates, a conduit l'État à dépenser davantage et à emprunter à l'étranger en raison de la perception d'une amélioration de sa capacité d'endettement.

Tableau 1: Évolution du PIB, des dépenses publiques au Maroc entre 1970-1977

Années	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
PIB courant	20021	22001	23345	25636	33540	36411	42356	49761
PIB réel	44624	47121	48270	49988	52785	56775	62914	66726
TCPIB	5	6	2	4	6	8	11	6
G /PIB	22,43	24,74	22,55	21,96	29,45	34,05	38,94	40,00
D.O/PIB	15,57	18,31	16,29	16,04	22,79	21,82	19,93	19,28
I/PIB	6,87	7,51	7,98	5,61	8,15	13,97	19,75	19,67
D /PIB	1,42	1,52	1,60	1,76	1,46	1,55	1,74	2,02
C /PIB	12,02	12,31	12,38	11,67	12,03	16,09	21,67	20,76

Source : Direction de la statistique, rapport de B.A.M et la banque mondiale, calcul et présentation, nos soins.

Au cours de cette période, les dépenses publiques ont connu une évolution en deux phases distinctes. Tout d'abord, il y a eu une stabilisation des dépenses publiques, puis une augmentation significative du volume des dépenses de fonctionnement et d'investissement, avec une prédominance de ces dernières à partir de 1977. Cette augmentation a été rendue possible grâce à la mise en œuvre du plan quinquennal 1973-1977², qui a permis au gouvernement de lancer un vaste programme d'investissement comprenant la réalisation de nombreux projets d'équipement tels que des infrastructures universitaires, hospitalières, des barrages, des routes et des constructions scolaires.

Ainsi, le volume des dépenses d'équipement a été multiplié par 4,6 entre 1974 et 1977, en raison de l'adoption de codes d'encouragement des investissements par l'État, associés à des exonérations fiscales substantielles visant à stimuler la création d'entreprises. De plus, pendant le quatrième plan

¹ En 1974, les prix du phosphate ont connu une multiplication par cinq, passant de 13 dollars à 63 dollars la tonne.

² El Aoufi, N., Herzenni, A., & Bensaid, M. (2005). Croissance économique et développement humain. 50 ans de développement humain au Maroc et perspectives pour, 2025.

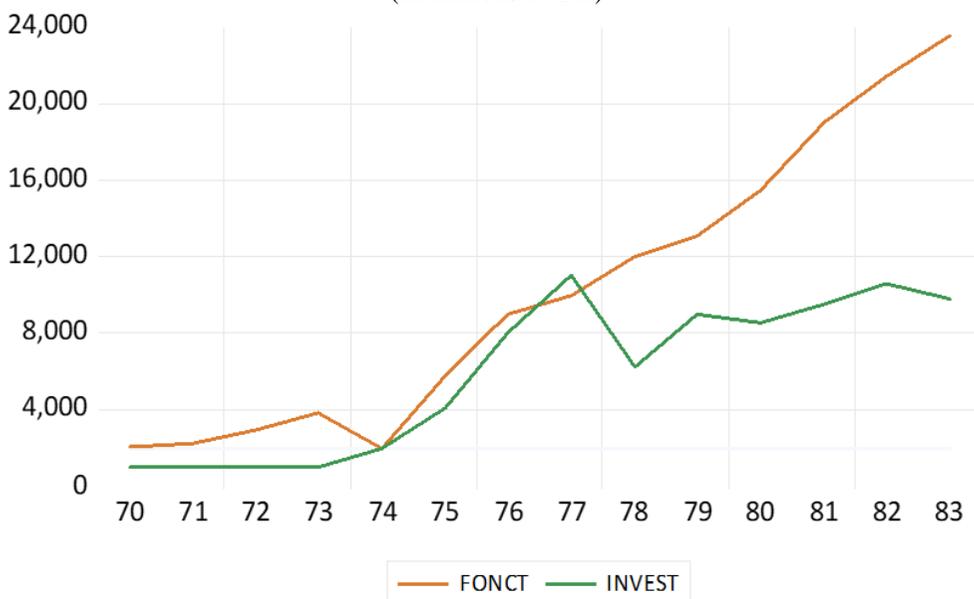
quinquennal (1973-1977), les investissements publics dans l'industrie ont représenté 21,7 % du budget, contre 11 % entre 1968 et 1972.

L'État a également étendu son rôle dans les secteurs sociaux en augmentant les salaires des fonctionnaires de 26 % et en créant de nouveaux emplois publics pour apaiser les tensions sociopolitiques de l'époque. Ces mesures ont contribué à une accélération du taux de croissance du Maroc, passant d'environ 4 % par an au début des années 70 à 7 % entre 1973 et 1977.

Cependant, cette stratégie d'expansion a présenté des défis de financement. Après une forte baisse de la demande et des prix mondiaux des phosphates, les ressources de l'État se sont épuisées. Par conséquent, le déficit budgétaire global, qui était généralement de 3 à 4 % du PIB au début des années 70, a atteint environ 18,4 % en 1977. L'État n'a pas pu mettre fin immédiatement à certains investissements, réduire les salaires ou supprimer les subventions en raison de contraintes techniques ou politiques.

En somme, la période après 1973 a été marquée par une croissance rapide des dépenses d'investissement, principalement axées sur les grands travaux d'infrastructures, et une augmentation des dépenses de fonctionnement, stimulée par des augmentations salariales et des subventions alimentaires (figure 1).

Figure 1 : Évolution des dépenses de fonctionnement et d'investissement entre 1970-1983 (en millions de DH)



Source : Données BAM, présentation, nos soins.

Sous période de stabilisation : 1978-1982

Durant cette période, le Maroc a mis en place un programme de stabilisation pour faire face à la détérioration des équilibres économiques à la suite des politiques expansionnistes. Ce programme visait à remédier aux déséquilibres macroéconomiques croissants auxquels l'économie marocaine était confrontée depuis 1976, en particulier en ce qui concerne le déficit budgétaire qui s'élevait à environ 18,4 % du PIB en 1976. Dans ce contexte, les autorités marocaines ont adopté une politique budgétaire restrictive visant à réduire les dépenses publiques.

Tableau 2: Évolution du PIB, des dépenses publiques au Maroc entre 1978-1982

Années	1978	1979	1980	1981	1982
PIB courant	55154	62034	74089,98	79033,3	92906,9
PIB réel	68216,21	74486	74090	72041,9	78971,64
TCPIB	2	5	4	-3	10
G /PIB	34,42	34,93	33 ,93	39,1	37,48
D.O/PIB	21,85	20,87	21,97	26,94	25,52
I /PIB	12,57	14,66	12,26	13,11	13,78
D /PIB	2,96	2,79	2,37	3,38	5,2
C /PIB	20,79	21,33	18,34	19,08	18,30

Source : Direction de la statistique, rapport de B.A.M et la banque mondiale, calcul et présentation, nos soins.

Selon les données du tableau ci-dessus, on constate une baisse d'environ 6 points de la part des dépenses publiques d'investissement par rapport au PIB entre 1977 et 1978. Cependant, cette proportion est demeurée relativement constante au cours de la période 1978-1982, avec une moyenne d'environ 13%. Par ailleurs, le ratio des dépenses totales par rapport au PIB, qui s'élevait à 40% en 1977, a également connu une diminution au cours de cette période.

De plus, cette sous-période se caractérise par une augmentation des dépenses courantes, notamment celles liées au fonctionnement, principalement dans les domaines de la défense et de la sécurité (en raison des deux coups d'État et de la guerre au Sahara). Ainsi, ces dépenses continuent d'augmenter à un rythme relativement élevé pendant la majeure partie de cette période. Les subventions à la consommation connaissent également une augmentation significative, représentant en moyenne environ 2% du PIB. Pendant cette sous-période, on observe également un ralentissement de la croissance économique, qui atteint à peine un niveau suffisant (en moyenne 3% contre 7% lors de la sous-période précédente), se maintenant au niveau de la croissance démographique. En effet, pendant cette période, en plus des effets d'une sécheresse prolongée et d'une gestion budgétaire médiocre, le Maroc a souffert d'une expansion imprudente des

dépenses publiques et d'une mauvaise qualité de leur gestion, ce qui a entraîné un déficit budgétaire atteignant 12% du PIB en 1982. Cette situation a conduit l'État à recourir à l'emprunt externe, associé à une augmentation du service de la dette (5,2% du PIB en 1982), en raison de la hausse des taux d'intérêt sur les marchés internationaux et du niveau d'endettement devenu préoccupant et insoutenable. Tous ces facteurs ont entraîné, au début des années 80, une détérioration de tous les agrégats macroéconomiques, comme le montre le Tableau.3 :

Tableau 3 : Situation macroéconomique du Maroc en 1982 (en %)

Taux de croissance	Taux d'inflation	Déficit budgétaire	Déficit commerciale	Épargne publique	Réserves de changes	Dette extérieure
-1%	10,5%	-12%	-13%	-2%	Mois d'un mois d'importations	50% des recettes en devises et 60% du PIB

Source : Direction de la statistique, rapport de B.A.M et la banque mondiale, calcul et présentation, auteur.

Les dépenses prévues dans le cadre du plan quinquennal très expansionniste adopté en 1981, qui prévoyait une augmentation significative des investissements publics sur une période de cinq ans, ont eu un impact considérable sur la situation budgétaire déjà fragile du début des années 1980. Cependant, ce plan a été abandonné dès sa deuxième année au profit d'un programme d'ajustement structurel élaboré en collaboration avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Ce programme a été mis en œuvre de 1983 à 1992 et visait à rétablir la stabilité économique et financière du pays.

La période du PAS : 1983-1992

Au début des années 80, le Maroc a fait face à une situation économique difficile, marquée par plusieurs défis et contraintes. Cette période a été caractérisée par une conjoncture économique instable, des pressions inflationnistes, des déséquilibres budgétaires, ainsi que des défis externes. Ces facteurs ont contribué à créer un contexte économique complexe et ont influencé les politiques et les décisions prises par les autorités marocaines pour relever ces défis.³:

- Une croissance faible avec des taux d'inflation élevés ;
- Des déséquilibres au niveau des comptes financiers interne et externe ;

³ DEPF, « Bilan du Programme d'Ajustement Structurel », octobre 1995, p.1et 2.

- Un endettement au niveau extérieur excessif et l'entrée dans un cycle de rééchelonnement ;
- Un niveau presque nul des avoirs extérieurs.

Pour faire face à cette crise aiguë, le Maroc s'est lancé en septembre 1983, avec l'appui du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale, dans un programme d'ajustement structurel, Ce programme était soumis à des normes spécifiques, à savoir :

- **Une norme quantitative** : qui visait à rationaliser les dépenses publiques en sélectionnant celles qui étaient rentables et essentielles au bon fonctionnement de l'État.
- **Une norme qualitative** : qui mettait l'accent sur la compatibilité entre les dépenses et les recettes de l'État, afin d'assurer une gestion financière cohérente.

Ces normes étaient destinées à améliorer la gestion des finances publiques et à garantir une utilisation efficace des ressources de l'État, dans le but de rétablir la stabilité économique et de favoriser une croissance durable.

Afin de maîtriser la croissance des dépenses publiques, des mesures ont été prises pour réduire les dépenses courantes, en particulier les dépenses de fonctionnement, avec une diminution de 1% en termes réels par an, et pour rationaliser les dépenses d'investissement afin d'éviter tout gaspillage des ressources sans compromettre la rentabilité des investissements existants. Parallèlement, l'État a dû procéder à une réduction importante des recrutements dans la fonction publique, un gel des salaires⁴ et une diminution des subventions aux entreprises publiques, en raison de l'augmentation des charges d'intérêt liées à la dette publique depuis le début du processus de rééchelonnement de la dette.

Tableau 4 : Évolution du PIB, des dépenses publiques au Maroc entre 1983-1992

⁴ Un gel des salaires fait référence à une mesure prise par les autorités ou les employeurs pour bloquer ou geler temporairement les augmentations de salaires des employés. Cela signifie que les salaires restent inchangés pendant une période déterminée, sans augmentation ni ajustement en fonction de l'inflation ou d'autres facteurs. Cette mesure est généralement mise en place dans des situations économiques difficiles ou lorsque les finances publiques ou d'une entreprise sont contraintes. Le gel des salaires vise à réduire les coûts salariaux et à maintenir la stabilité financière, mais peut entraîner une diminution du pouvoir d'achat des employés et des tensions sociales.

Source : Direction de la statistique, rapport de B.A.M et la banque mondiale, calcul et présentation, nos soins.

Années	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
PIB courant	99143	112364	12927	15410	15600	18239	19140	21252	24136	24404
PIB réel	78531	81937	87119	94350	91949	101525	103928	108120	115579	110920
TCPIB	-1	4	6	8	-3	10	2	4	7	-4
G /PIB	32,32	29,72	30,43	29,04	28,31	28,13	30,89	29,86	27,93	29,92
I /PIB	8,05	6,88	9,09	8,72	7,58	5,91	6,35	5,79	4,82	4,78
D /PIB	5,1	5,9	6,2	5,9	5,9	6,3	6,1	6,2	5,5	5,4
C /PIB	16,77	15,55	15,87	15,41	15,79	15,35	15,89	15,52	15,62	15,74

La période du PAS de 1978 à 1982 s'est caractérisée par une diminution des dépenses publiques totales par rapport au PIB, avec une part moyenne inférieure à 30% contre plus de 35% auparavant. Les dépenses d'investissement ont également connu une baisse d'environ 7%, tandis que les dépenses étatiques destinées à la consommation ont diminué pour se stabiliser autour de 15-16% du PIB en moyenne.

Cette période a été marquée par une réduction notable des dépenses d'investissement et des subventions de compensation au profit de l'augmentation de la dette publique, dont les services ont représenté en moyenne près de 5,9% du PIB entre 1983 et 1992. Cette évolution a entraîné une réorganisation de l'allocation des ressources budgétaires de l'État.

Au terme d'une décennie de mesures d'austérité rigoureuses, on observe une nette amélioration de la situation financière de l'État (Tableau.5) :

Tableau 5 : Comparaison de la situation macroéconomique entre 1983 et 1993 en % du PIB

Année	Taux de croissance	Déficit budgétaire	Balance du paiements	Inflation	Epargne publique	Réserves de changes
1983	-0,7%	-12%	-12%	10,5%	-2%	Moins d'un mois d'importation
1993	-1,1%	-1,6%	-1,9%	5,7%	5%	6 mois d'importation

Source : Direction de la statistique, rapport de B.A.M, calcul et présentation, nos soins.

Les données présentées dans le tableau mettent en évidence une nette amélioration de la situation macro-économique du pays pendant la période du PAS. En effet, à partir de 1987, l'épargne publique est redevenue positive, atteignant 5% du PIB. Le déficit budgétaire a été réduit de manière considérable, passant de -12% en 1983 à -1,9% en 1992. De même, le déficit du compte courant de la balance des paiements s'est amélioré après

rééchelonnement, passant de -12% en 1983 à -1,6% en 1992. Les tensions inflationnistes ont été maîtrisées, avec une augmentation de l'indice de coût de la vie limitée à 5,7% en 1992, comparativement à 10,5% en 1983. Les réserves de change ont également connu une augmentation significative, représentant plus de six mois d'importation en 1992, contre moins d'un mois en 1983.

Cependant, la poursuite à long terme des mesures d'austérité budgétaire⁵, bien que nécessaires dans le cadre du programme de stabilisation, a entraîné des conséquences néfastes sur les perspectives de croissance du pays en limitant les investissements dans les infrastructures et les services essentiels à la croissance.

La période post-PAS :1993-2009

La période post-PAS au Maroc peut être divisée en deux phases distinctes en ce qui concerne l'évolution des dépenses publiques :

Sous-période 1993-2004

La première phase, qui s'étend de 1993 à 2002, se caractérise par une augmentation significative des dépenses publiques au Maroc. Durant cette période, le gouvernement a mis en œuvre des politiques expansionnistes visant à stimuler la croissance économique et à répondre aux besoins de développement du pays. Les dépenses d'investissement ont été fortement encouragées, avec des investissements importants dans les infrastructures, l'éducation, la santé et d'autres secteurs clés de l'économie. L'objectif était de moderniser les structures économiques et d'améliorer les conditions de vie de la population.

Cette phase a été caractérisée par une volonté politique de relance économique et de rattrapage des retards accumulés pendant la période d'austérité du Programme d'Ajustement Structurel (PAS). Les dépenses publiques ont joué un rôle essentiel dans la dynamisation de l'activité économique et la création d'emplois.

Cependant, malgré les efforts déployés pour soutenir la croissance économique, cette première phase a également été marquée par des défis, tels que la gestion inefficace des ressources publiques et la persistance de certains déséquilibres budgétaires (3,7%)(A QACHAR, 2010).

⁵ L'austérité budgétaire fait référence à une politique économique qui vise à réduire les dépenses publiques et à augmenter les recettes dans le but de maîtriser la dette publique et de rétablir l'équilibre budgétaire.

Tableau 6 : Évolution du PIB, des dépenses publiques au Maroc entre 1993-2004 en MAD et en %

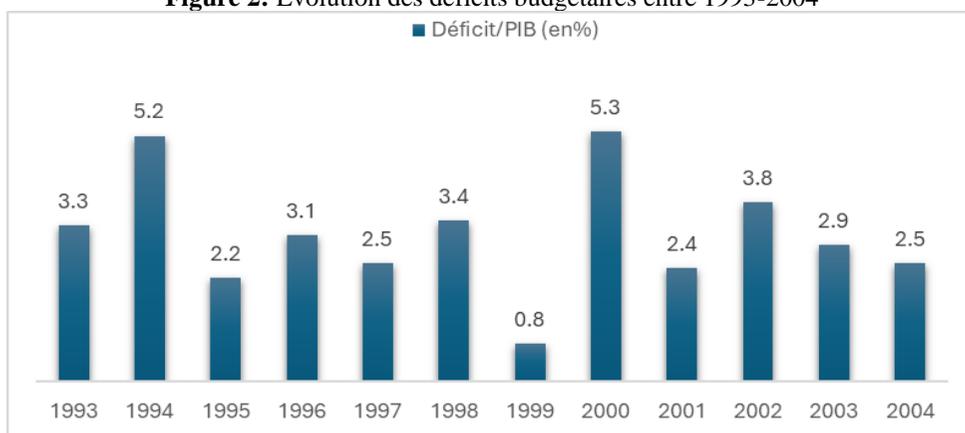
Années	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Dépenses ordinaires	5460	5979	6233	6770	7311	8066	7698	8554	9261	9752	10289	12510
Dette publique	14722	15817	16783	17270	17274	17731	17340	18620	18754	14104	17586	17441
Fonctionnement	3814	40781	42807	46579	50021	54542	58446	59296	67372	70150	76145	79613
Compensation	1918	3195	2745	4256	2636	4203	1190	3706	4892	2352	2896	5687
Dépenses d'Invst	19506	18678	19680	17524	14871	17428	17766	19249	21253	19993	17227	19813
Dépenses totales (G)	84832	90072	93889	88667	96461	105539	109424	122019	137887	122242	133261	146435
PIB courant	249220	279320	281700	319340	318350	341390	345490	345208	383185	397782	436987	476983
G/PIB	34	32,24	33,32	27,76	30,3	30,91	31,67	35,34	36	30,8	30,5	30,7

Source : Direction de la statistique et rapport de B.A.M, calcul et présentation, nos soins.

Les données du tableau 6 indiquent que la part des dépenses publiques par rapport au PIB dépasse en moyenne les 30% pendant la période post-PAS (Programme d'Ajustement Structurel). Les dépenses de fonctionnement et le service de la dette représentent des contraintes budgétaires importantes en raison de leur incompressibilité. Les dépenses de fonctionnement continuent d'augmenter, atteignant 16,7% du PIB en 2004, et elles constituent une part importante des dépenses de l'État, avec une masse salariale qui domine la structure des dépenses (43,6% des dépenses totales et 12% du PIB entre 1996 et 2004), ayant plus que doublé entre 1990 et 2004. En effet, le gel des salaires et la réduction des subventions publiques à la consommation ont entraîné une augmentation des prix des produits de base dans les années 80, ce qui a entraîné une baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires, car l'inflation n'est pas indexée sur les salaires. Les syndicats ont revendiqué à plusieurs reprises et ont obtenu satisfaction en 1996 et 2000, ce qui a entraîné une augmentation des dépenses du personnel au cours de la seconde moitié de la décennie.

Cependant, cette prépondérance des dépenses de fonctionnement a eu un impact négatif sur les dépenses d'investissement, qui sont passées de 7,8% du PIB en 1993 à 4,1% en 2004. Étant donné que l'épargne publique était faible, elle n'a pas contribué de manière adéquate au financement des investissements ni au développement de l'activité économique du pays.

Dans ce sens, les recettes exceptionnelles ont permis de réduire le déficit budgétaire (Figure 2), qui s'est établi en moyenne à 3,1% du PIB sur la période 1996-2004, comparé à 3,3% entre 1990 et 1995. Par exemple, le déficit qui était d'environ 5,3% en 2000 est passé à 2,6% grâce aux recettes provenant de la vente de 35% des actions de Maroc Telecom.

Figure 2: Évolution des déficits budgétaires entre 1993-2004

Source : Direction de la statistique, rapport de B.A.M et la banque mondiale.

Sous-période de 2004-2009

La sous-période de 2004-2009 au Maroc présente plusieurs aspects significatifs. Tout d'abord, sur le plan économique, cette période est marquée par une croissance relativement soutenue du produit intérieur brut (PIB) du pays. Des efforts ont été déployés pour stimuler l'investissement et diversifier l'économie, notamment dans les secteurs du tourisme, de l'agriculture et de l'industrie.

En ce qui concerne les finances publiques, les dépenses publiques continuent à augmenter, avec une attention particulière accordée aux dépenses d'investissement (tableau 7). Le gouvernement a cherché à promouvoir le développement des infrastructures, des projets d'énergie et des programmes sociaux.

Tableau 7 : Évolution du PIB, des dépenses publiques au Maroc entre 2005-2009

Années	2005	2006	2007	2008	2009
Dépenses totales	143165	144300	152743	183230	189504
Dépenses courantes	127229	123919	133869	157036	152090
Dépenses d'investissements	20.519	23 846	28 212	37 740	46361
Taux d'investissement	12,9	15,3	16,5	18,8	22
PIB courant	500095	522649	575270	616254	688843
G/PIB	31,62	30,59	31,23	32,76	30,8

Source : Direction de la statistique, rapport de B.A.M, calcul et présentation, nos soins.

Les dépenses publiques totales au Maroc ont augmenté de manière significative au fil du temps, passant de 143 165 millions de dirhams à 189 504 millions de dirhams, avec une augmentation moyenne annuelle d'environ 8%, comme le montre le tableau. Les dépenses courantes, qui comprennent principalement les dépenses de fonctionnement de l'État, représentent près de 80% de l'ensemble des dépenses en 2009.

La maîtrise des dépenses de fonctionnement a été essentielle pour freiner l'augmentation de ces dépenses. En particulier, la masse salariale publique a atteint des niveaux élevés par rapport au PIB, en raison des augmentations salariales découlant des accords sociaux conclus en 1996 et 2000 avec les syndicats, portant sur la promotion exceptionnelle hors quota. En 2005, la masse salariale représentait 11,7% du PIB, l'un des taux les plus élevés au monde. Cela a contribué à creuser le déficit budgétaire de l'État, ce qui a nécessité une réduction du poids de ces dépenses pour améliorer les finances publiques.

Dans cette optique, le gouvernement a entrepris des actions visant à éliminer les principales sources de rigidité budgétaire. À partir de 2005, une opération de départ volontaire a été mise en place, dont les objectifs principaux étaient de⁶ :

- Réduire le sureffectif constaté en mettant en place des mesures visant à ajuster les effectifs ;
- Permettre à l'administration de recruter des profils spécialisés et répondant aux besoins réels en compétences, afin de reconstituer sa capacité de recrutement ;
- Maîtriser la masse salariale et stabiliser les dépenses publiques à des niveaux acceptables en tenant compte des contraintes budgétaires ;
- Favoriser le rajeunissement du management de l'administration en offrant aux jeunes fonctionnaires des opportunités d'accéder à des postes de responsabilité.

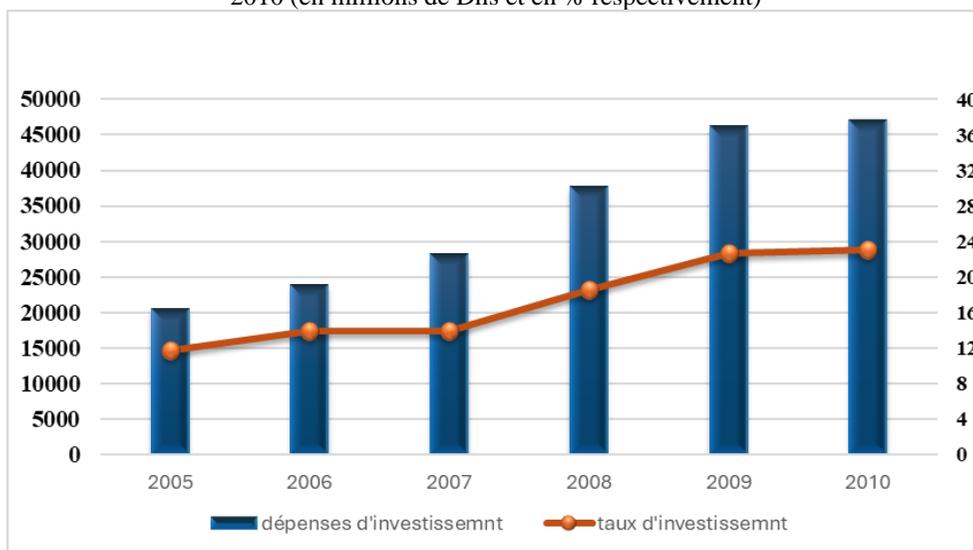
⁶ Ministère de la modernisation des secteurs publics. (2005, 30 octobre). Résultats et analyse de l'opération départ volontaire (p. 10-11).

Dans ce sens, le gouvernement a pris des mesures visant à réduire les effectifs de la fonction publique, ce qui a entraîné le départ de près de 39 600 fonctionnaires. Cette décision a permis de diminuer la masse salariale, réduisant ainsi les dépenses salariales par rapport aux dépenses courantes et au produit intérieur brut (PIB). La part des dépenses salariales par rapport aux dépenses courantes est de 36 %, et par rapport au PIB, elle est de 11,1 %.

Malgré ces mesures, l'État reste le principal employeur et a créé 28 000 postes en 2010. Le taux de chômage a augmenté de 10 % au premier trimestre de 2010 par rapport à 9,6 % à la même période en 2009⁷. En prenant en compte la création de postes budgétaires, le coût de l'augmentation des salaires convenus dans le cadre du dialogue social, ainsi que des éléments clés tels que les avancements d'échelle, les promotions de grade et l'utilisation des postes vacants, la masse salariale dans la fonction publique continue d'augmenter à un rythme inquiétant.

En effet, les dépenses liées au personnel représentent près de 57 % du montant total alloué aux dépenses de fonctionnement. La masse salariale de la fonction publique est passée de 66,3 milliards de dirhams en 2007 à 80,4 milliards en 2010, ce qui correspond à une augmentation annuelle d'environ 6 à 7 %, dépassant ainsi le taux de croissance du PIB.

Figure 3 : Évolution du montant et du taux des investissements au Maroc entre 2005 et 2010 (en millions de Dhs et en % respectivement)



Source : MEF, calcul et présentation, nos soins.

De ce fait, la contrainte budgétaire a un impact sur le développement et l'investissement public. Malgré cette contrainte, il est noté que les dépenses

⁷ Haut-Commissariat au Plan. (2010). Impact de la crise mondiale sur l'économie marocaine.

d'investissement de l'État ont considérablement augmenté au cours des cinq dernières années grâce à la politique des grands chantiers. Un graphique est présenté pour illustrer cette augmentation, montrant que les dépenses d'investissement de l'État ont plus que doublé, passant de 20 519 millions de dirhams en 2005 à 45 946 millions de dirhams en 2010, avec un taux d'investissement passant de 12,9% à 22% pendant la même période.

Cette évolution est attribuée à la volonté des pouvoirs publics de soutenir l'activité économique, en améliorant l'environnement juridique et réglementaire des affaires, en consolidant l'effort d'investissement de l'État et en lançant des grands projets d'infrastructures avec la participation du Fonds Hassan II⁸ (Routes et Autoroutes, Ports, Aéroports, TGV...). De plus, des politiques économiques conjoncturelles de relance de l'investissement ont été mises en place, et l'Agence Marocaine des Investissements (AMDI) a été créée pour suivre les indicateurs de performance liés à l'investissement et surveiller les mesures adoptées par d'autres pays dans ce domaine.

La période 2010-2019

L'analyse des dépenses publiques sur la période de 2010 à 2019 révèle des tendances significatives qui ont marqué l'évolution économique du pays. Tout d'abord, on observe une croissance soutenue des dépenses totales (G), passant de 199 381 millions en 2010 à 287752 millions en 2019. Cette augmentation atteste de la volonté du gouvernement de soutenir l'activité économique et de répondre aux besoins grandissants de la société.

L'examen plus approfondi de la répartition des dépenses publiques met en évidence le poids prépondérant des dépenses ordinaires dans le budget. En effet, les dépenses ordinaires ont constamment augmenté, atteignant 224379 millions en 2019. Cette orientation budgétaire met en évidence l'engagement continu de l'État à financer les activités gouvernementales et les services publics essentiels.

Un autre aspect important des dépenses publiques est le soutien apporté aux investissements. Les dépenses d'investissement ont affiché une croissance globale malgré des fluctuations d'une année à l'autre, atteignant 63373 millions en 2019. Ces investissements ont été stratégiquement déployés pour stimuler le développement économique à long terme et renforcer les infrastructures clés.

La gestion de la dette publique est également un enjeu crucial pour assurer la stabilité financière. Bien que la dette publique ait augmenté sur la période étudiée, passant de 18 525 millions en 2010 à 29101 millions en 2019, son évolution reste maîtrisée. Les autorités ont manifestement adopté

⁸ Ministère de l'économie. (2011). Rapport économique et financier, p-91.

une approche prudente pour maintenir la soutenabilité de la dette et préserver la confiance des marchés financiers.

Enfin, le ratio des dépenses publiques au PIB (G/PIB) a été analysé pour évaluer l'impact global des dépenses sur l'économie. Bien qu'il ait atteint son pic en 2013 à 30,30%, ce ratio a depuis régressé pour se stabiliser à 24,96% en 2019. Cette diminution suggère que le pays a fait preuve de discipline budgétaire, en ajustant les dépenses publiques en fonction des conditions économiques changeantes.

En 2010, les dépenses des administrations publiques consolidées s'élevaient à 10 403,75 MAD, représentant 56,6 % du PIB⁹. Ces dépenses se décomposent en 45,3 % pour les prestations sociales, 5,6 % pour les investissements, 10,1 % pour les subventions diverses et 4,3 % pour les intérêts de la dette publique. Les dépenses de fonctionnement, comprenant la masse salariale publique et les consommations intermédiaires, représentent 34,7 % du total. La maîtrise des dépenses publiques a été réalisée grâce à la réduction de la charge de compensation et à la mise en œuvre du système d'indexation partielle des prix de certains produits énergétiques à partir de septembre 2013. En 2013, les dépenses ordinaires ont atteint 209,5 milliards de dirhams, avec un taux d'exécution de 99,5 % par rapport aux prévisions initiales. Elles ont enregistré une baisse de 2,8 % par rapport à 2012, reflétant un effort de maîtrise par rapport à la hausse moyenne enregistrée sur la période 2005-2012, soit 9,9 %.

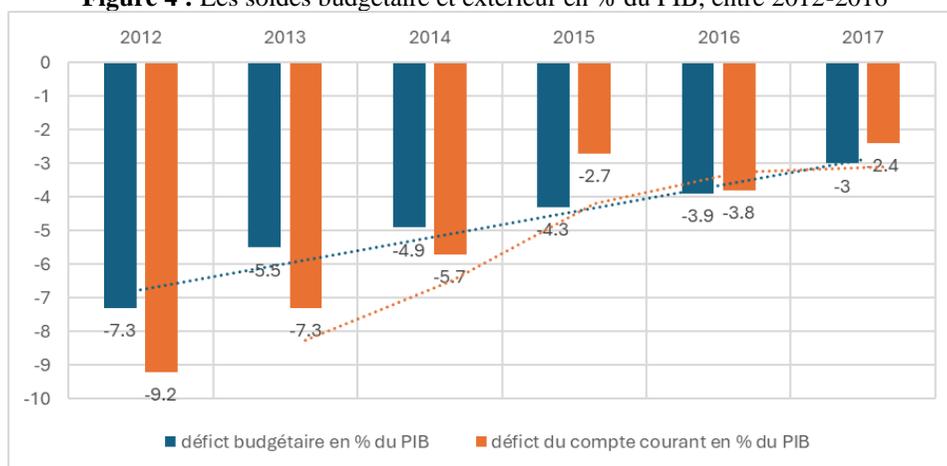
Depuis 2012, le Maroc s'est donc engagé dans une politique de redressement de ses équilibres macroéconomiques. Les autorités se sont fixées deux objectifs sur la période 2012-2017¹⁰ :

La réduction des dépenses de fonctionnement et l'amélioration de l'efficacité de l'action sociale de l'État afin de créer l'espace budgétaire nécessaire pour,

La poursuite des investissements et des réformes clés afin d'améliorer le climat des affaires pour soutenir la transformation du modèle économique (BAD, GdM, MCC, 2015). 2.1.5 Grâce aux efforts déployés par les autorités en matière de consolidation budgétaire, le Maroc a considérablement amélioré sa situation macro-économique pendant la période 2013-2016 (figure 4).

⁹ Banque du Maroc. (2010-2015). Rapport annuel (Chapitre VI : Finance publique, pp. 70).

¹⁰ Banque africaine de développement. (2017). Document de stratégie pays (pp. 11-12).

Figure 4 : Les soldes budgétaire et extérieur en % du PIB, entre 2012-2016

*Source : nos soins*¹¹.

Du point de vue des finances publiques, le Maroc a enregistré une nette réduction de son déficit budgétaire (de -7,3 % du PIB en 2012 à -3,9 % en 2016 et attendu à -3 % en 2017) à la suite de la baisse des dépenses publiques, notamment des dépenses courantes qui sont passées de 29,9 % du PIB à 26,4 % du PIB en 2015. Ceci est le résultat de :

- La réduction du budget alloué aux subventions (en particulier à l'énergie) qui est passé de 6,2 % du PIB en 2012 à 1,4 % du PIB en 2015 ;
- La baisse des charges salariales d'environ 0,4 % du PIB ;
- L'annulation des investissements non réalisés. Ces mesures ont permis de mobiliser des recettes additionnelles, de rationaliser la dépense de l'État et d'améliorer l'efficacité de l'investissement. Grâce à ces efforts, le pays a obtenu une 2nd ligne de précaution et de liquidité de la part du FMI en 2014 et une 3^{ème} en 2016 (FMI, 2016 ; FMI, 2015).

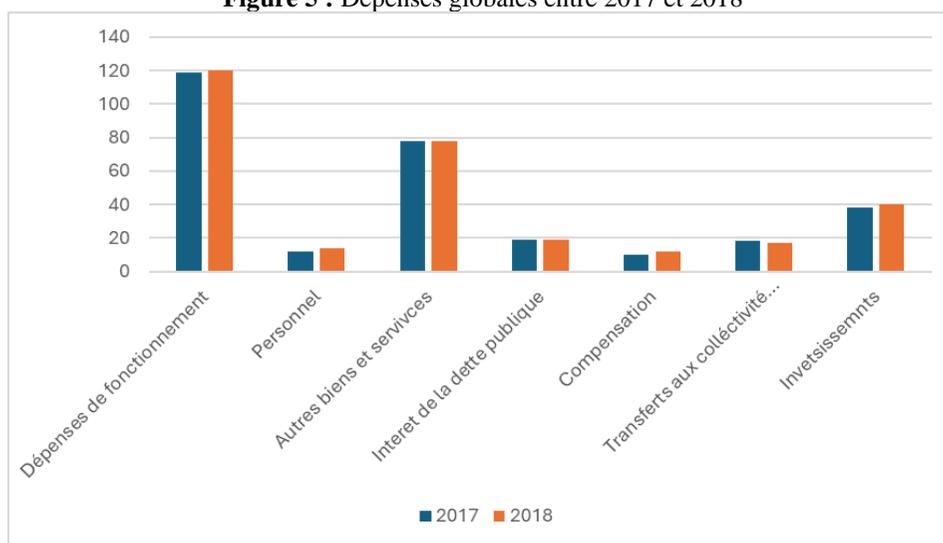
Ces efforts ont aussi permis une réduction du déficit du compte courant qui est passé de -9,2 % du PIB en 2012 à -0,7 % en 2016.

Dans ce sens, L'évolution des dépenses globales reflète un alourdissement de 2,8% à 176,4 milliards des dépenses ordinaires et une progression de 2% à 43,2 milliards des dépenses d'investissement. Les dépenses de biens et services se sont chiffrées à 122,4 milliards, traduisant une augmentation de 3,6% à 43,6 milliards des dépenses au titre des autres

¹¹ Annexe 8

biens et services et de 0,4% à 78,8 milliards de la charge de personnel¹². Celle-ci recouvre une hausse de 0,5% de la masse salariale structurelle et de 24,5% des rappels. Pour leur part, les charges en intérêt de la dette se sont accrues de 1,4% à 21,8 milliards, recouvrant un accroissement de 2,3% à 19,4 milliards des intérêts sur la dette intérieure et un allègement de 5,1% à 2,4 milliards de ceux sur la dette extérieure. De son côté, la charge de compensation s'est alourdie de 15,4% à 13,3 milliards. Selon les données de la Caisse de Compensation, la charge de la subvention du gaz butane relative aux huit premiers mois de 2018 s'est établie à 7,7 milliards, en augmentation de 19,4% par rapport à la même période en 2017, et celle relative au sucre a affiché un léger repli de 0,7 à 2,4 milliards (figure 5).

Figure 5 : Dépenses globales entre 2017 et 2018



Source : Élaboration de l'auteur.¹³

Conclusion

À travers une exploration détaillée des périodes clés de l'évolution des dépenses publiques au Maroc de 1970 à 2019, cette étude a mis en lumière les dynamiques complexes et les choix stratégiques qui ont façonné le paysage économique du royaume. De la période d'ante-ajustement aux ajustements structurels post-PAS, chaque phase a représenté un moment crucial où les décideurs ont dû naviguer entre impératifs économiques, politiques et sociaux.

Nous avons observé comment les politiques budgétaires ont répondu aux défis internes et externes, influençant à la fois la croissance économique

¹² Banque du Maroc. (Novembre 2018). Revue mensuelle de la conjoncture économique, monétaire et financière (p. 29).

¹³ Annexe 6

et la stabilité macroéconomique. Les réformes initiées ont souvent été le reflet des priorités nationales et des exigences des institutions internationales, avec des implications significatives pour le bien-être social et la redistribution des ressources.

En conclusion, cette analyse souligne l'importance continue de politiques budgétaires efficaces et adaptatives pour soutenir un développement économique durable au Maroc. Elle appelle également à une réflexion sur les futurs défis et opportunités, notamment dans un contexte mondial en mutation rapide, où la gestion prudente des finances publiques reste un pilier essentiel de la prospérité nationale.

Conflit d'intérêts : Les auteurs n'ont signalé aucun conflit d'intérêts.

Disponibilité des données : Toutes les données sont incluses dans le contenu de l'article.

Déclaration de financement : Les auteurs n'ont obtenu aucun financement pour cette recherche.

References:

1. Mathieu, C., & Sterdyniak, H. (2009). Quelles stratégies budgétaires de sortie de crise ?
2. El Aoufi, N., Herzenni, A., & Bensaid, M. (2005). Croissance économique et développement humain. 50 ans de développement humain au Maroc et perspectives pour, 2025.
3. Qachar, A. (2011), « Causalité entre les dépenses publiques et croissance économique : cas du Maroc », Thèse doctorat, université Mohammed V- FSJES Agdal.
4. DEPF, « Rapport d'activité », octobre 1993.
5. DEPF, « Bilan du Programme d'Ajustement Structurel », octobre 1995, p.1et 2.
6. Ministère de la modernisation des secteurs publics. (2005, 30 octobre). Résultats et analyse de l'opération départ volontaire (p. 10-11).
7. Haut-Commissariat au Plan. (2010). Impact de la crise mondiale sur l'économie marocaine.
8. N. BENSOUA, « Soutenabilité des finances publiques : quelle stratégie ? », colloque international des finances publiques sous le thème « la nouvelle gouvernance des finances publiques au Maroc et en France : quelles perspectives ?, Rabat, les 18 et 19 Septembre 2010 ;Ministère de l'économie. (2011). Rapport économique et financier, p-91.

9. Banque du Maroc. (2010-2015). Rapport annuel (Chapitre VI : Finance publique, pp. 70).
10. Banque africaine de développement. (2017). Document de stratégie pays (pp. 11-12).
11. M. SAGOU, « Les politiques budgétaires et monétaires du Maroc depuis cinquante ans et perspectives pour les vingt prochaines années », étude pour le Haut Commissariat au Plan, 2006 ; Banque du Maroc. (Novembre 2018). Revue mensuelle de la conjoncture économique, monétaire et financière (p. 29).